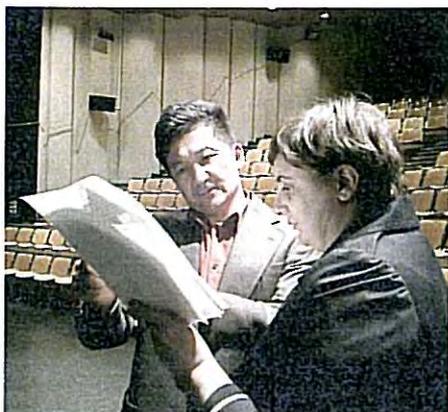


Des journalistes se confient aux élèves

Quand une journaliste née à Alger et un journaliste né au Kirghizistan rencontrent des élèves dans le cadre de la Semaine des médias à l'école, les moins de 20 ans découvrent des réalités qu'ils étaient loin de soupçonner. Echos.

► Au Collège de Saussure à Genève, un enseignant de philosophie a choisi d'inviter **Jenishbek Edigeev**, un journaliste réfugié politique en Suisse. Du temps de l'URSS, rappela-t-il, la censure s'étendait à tous les secteurs de la société, de la presse aux arts. A 13 ans, les enfants devaient passer un test pour entrer dans les Komsomol (jeunesse communistes). A la question: «Qui est ton père?» il fallait répondre: «Mon père est Lénine, ma mère est le Parti et mes frères sont les pionniers».



Une fois l'indépendance de son pays acquise, en 1991, **Jenishbek Edigeev** a créé un journal privé avec sa femme, également journaliste. L'expérience n'a duré que deux ans, notamment en raison des contraintes politiques. «Le Kirghizistan est une démocratie qui n'a pas grandi. Notre premier président a été correct pendant dix ans, mais il s'est transformé en dictateur lors des cinq années suivantes, plaçant sa famille à tous les postes du pouvoir.»

Projetant aux élèves ses propres photos des soulèvements populaires, dont la répression a taché de sang les trottoirs devant le Parlement, Jenishbek Edigeev a martelé: «Sans journalistes, le peuple de n'importe quel pays serait l'otage de l'Etat. Grâce aux journalistes, on apprend comment s'élaborent les lois et comment on dépense le budget de l'Etat.»

Aujourd'hui, il existe une réelle pluralité des médias au Kirghizistan, mais la plupart sont confrontés à des problèmes de financement. Le pays se classe 108e sur 179 pays, au classement 2011-2012 de la liberté de la presse publié par Reporters sans frontières. L'organisation rapporte que les journalistes sont parfois tabassés par des forces criminelles que la justice n'identifie généralement pas. Ils sont également sommés par le pouvoir de ne pas traiter de sujets sensibles, comme les tensions interethniques.

Un enseignant demanda à Jenishbek Edigeev quel regard il portait sur la liberté d'expression dans les médias romands. «La démocratie suisse, c'est un peu notre rêve. Chacun peut écrire comme il veut ici. Nous espérons arriver comme vous dans une dizaine d'années...»

Entre télé et radio

A Fleurier, devant les élèves du Collège Jean-Jacques Rousseau, la journaliste

Malika Nedir rappela l'implacable loi du «mort au kilomètre»: si le journal télévisé de la RTS consacre plus de 30 minutes à l'accident d'autocar de Sierre, il ne mentionnerait peut-être même pas un tel accident si vingt-deux enfants périssaient de la même manière en Chine. La présentatrice alla même jusqu'à reconnaître qu'une telle durée était peut-être excessive: «Une fois qu'on a énoncé les faits, on ne témoigne plus que de l'émotion des uns et des autres. On reste dans l'émotionnel, on n'est plus dans le registre de l'information.»



Pour avoir pratiqué les deux médias, Malika Nedir vante la légèreté de la radio, qui permet plus facilement le reportage sur le terrain. «En télévision, la recherche d'images prend parfois tellement de temps qu'il en manque pour creuser le sujet...» A-t-elle parfois refusé un sujet que lui imposait la hiérarchie? Oui! Malika Nedir n'a pas voulu s'intéresser aux rumeurs sur la prétendue liaison entre le chanteur Benjamin Biollay et Carla Bruni-Sarkozy. Résultat des courses: les chefs ont confié le soin de traiter le sujet à une jeune journaliste sans expérience. Et la rumeur a de toute façon été démentie après coup... ●